



CONCLUSION ASSEMBLEE GENERALE 2023

Tout est possible comme vient de le démontrer Philippe Croizon

Nous pouvons faire nôtre cette maxime

Certes il y a **de quoi douter**.

Pas un jour sans que nous soyons pointés du doigt par une minorité qui fait beaucoup de bruits.

Depuis plusieurs années, ils s'introduisent dans nos élevages, ils dénoncent nos façons de travailler, ils attaquent nos dossiers. Ils sont devenus tellement extrémistes qu'ils s'attaquent même aux fermes expérimentales écologiques.

Nous ne sommes pas les seuls à subir ce harcèlement permanent. Toute activité économique peut être aujourd'hui la cible de ces opposants à tout : de la crêperie qui sent la crêpe à l'usine Bridor à Liffré.

La plupart des médias sont leur caisse de résonance. Bon nombre de responsables politiques font le dos rond par soucis de clientélisme. Et les tribunaux passent outre les lois.

Tout projet devient un vrai parcours du combattant.

Et c'est sans compter tout le reste, comme les fluctuations à grandes échelles des matières premières, de l'énergie, les problèmes de main d'œuvre.

La pression est telle que cela peut donner envie de jeter l'éponge.

Pourtant nous devons continuer d'être convaincus du bienfondé de notre métier et ce pour plusieurs raisons

La première est que nous sommes une force économique stratégique pour notre pays.

L'agriculture représente 2 % du PIB national. Beaucoup diront que 2 % ce n'est rien.

Le covid et la guerre en Ukraine ont démontré le contraire. Ces 2 évènements ont rappelé à tous que ces 2 % là sont indispensables pour faire les 98 % restants.

A l'heure où l'on parle autant de souveraineté alimentaire que l'on critique nos élevages, il ne faut pas se tromper sur ce que cela implique.

La souveraineté alimentaire ce n'est pas avoir des rayons bien achalandés avec des produits venant de partout, et donc de nulle part.

La souveraineté alimentaire c'est produire sur nos territoires, chez nous, les produits locaux et de qualité dont les consommateurs français ont besoin.

La viande de porc française en fait partie. Et pour produire du jambon, il faut des élevages de porcs. Sans nous et les autres productions animales, il n'y aura pas de souveraineté alimentaire.

Autre raison d'y croire : nous sommes le maillage indispensable à l'aménagement et la dynamique de nos territoires.

Nous sommes générateurs d'emplois : en Bretagne, une exploitation moyenne représente 6 emplois directs.

Quand une exploitation arrête, ce sont des emplois et des recettes en moins pour tous.

Nous ne voulons pas de bourgs et villes qui vivent à coup de subvention pour implanter des commerces. Nous voulons une campagne vivante avec des personnes qui y travaillent et qui y gagnent décemment leur vie, qui participent au développement des autres infrastructures, qui font un cadre de vie agréable pour tous.

Tout cela ne peut se faire sans l'agriculture

Aujourd'hui, ceux qui nous critiquent en permanence devraient sortir du prisme franco-français et prendre de la hauteur.

Si on regarde les tailles d'élevage dans le reste du monde, on constate qu'un élevage de porcs moyen français c'est 226 truies contre 893 au Pays Bas, 1 119 en Espagne et plusieurs milliers aux Etats Unis, Brésil ou Chine.

83 % de nos exploitations sont des fermes familiales, à taille humaine, avec un contact quotidien entre l'éleveur et ses animaux

Il est urgent de dire stop à ce dénigrement permanent, à cette surenchère idéologique et incohérente basée sur tout sauf la science, **alors que tout devient**

possible avec la science et la technique. Il suffit de regarder tous les défis que les éleveurs de porcs ont su relever depuis plusieurs décennies.

Depuis toujours, les éleveurs de porcs sont dans une démarche de progrès permanente.

Dans les années 60 et 70, les éleveurs de porcs ont relevé leurs manches pour nourrir la France.

Dès 1969, un plan de rationalisation de la production porcine a été mis en place par les pouvoirs publics, en accord avec la profession agricole.

Ils ont fait le choix d'un modèle d'élevage porcin conduit par des éleveurs compétents et responsables de leur activité, organisés collectivement pour la commercialisation et le développement technique.

Résultat, aujourd'hui si dans le monde, un agriculteur nourrit 16 personnes, 1 agriculteur français nourrit 133 personnes.

Les bretons nourrissent 1/3 de la population française.

Dans les années 90 et 2000, nous avons relevé le défi de l'environnement avec la mise en place, entre autres, des stations de traitement.

En 20 ans, nous avons baissé de 8 % nos émissions de gaz à effets de serres, de 40 % la concentration de nitrates dans les rivières, de plus de 20 % l'utilisation des pesticides et 72% la consommation d'antibiotiques.

Les années 2010 ont vu apparaître le bien-être animal. Et là encore nous avons répondu présents en adaptant nos façons de faire et notre parc bâtiment.

Aujourd'hui 83 % des agriculteurs en Bretagne sont inscrits dans au moins une démarche qualité et donc tracés et régulièrement contrôlés.

Notre défi 2020-2030 est le même que pour tous les autres secteurs d'activité : produire autant voire plus avec moins tout en restant compétitif.

A Porelia, nous n'avons pas attendu qu'on nous parle de décarbonation ou de Responsabilité Sociétale des Entreprise pour le faire.

Cela fait des décennies que nous mettons en avant l'élevage familial, naisseur engraisseur cohérent, mettant en valeur ses céréales ou celles de ses voisins.

Cela fait des années que nos équipes techniques travaillent pour l'optimisation de nos intrants et l'amélioration de nos résultats techniques.

En consommant local, en améliorant nos indices de consommation, en modernisant nos parcs bâtiments, en produisant de l'énergie, nous faisons de la décarbonation et de la RSE.

A Porelia, nous sommes convaincus que tout est possible enfin et surtout si nous restons fidèles à nos convictions

Chez nous, elles sont simples. Ce sont les même depuis toujours.

Notre fil conducteur ne sera jamais de décider en fonction de ce qui est bon ou pas pour la coopérative.

Notre moteur, la question que se pose et se posera toujours, le Conseil d'administration et les équipes avant toute prise de position est : Est-ce que ce choix permettra aux adhérents de répondre aux défis qui sont les leurs tout en restant compétitifs demain ? En d'autres termes, est-ce la meilleure option pour l'éleveur libre et indépendant que nous sommes et que nous voulons rester.

A Porelia, toute décision est validée sous 3 conditions :

- La première est qu'elle garantisse **la liberté financière de la coopérative**. Nous le savons tous, c'est celui qui paye qui décide. **Et à Porelia, c'est l'éleveur qui décide**. C'est pour cela que Porelia reste une coopérative à l'image de ses adhérents : une organisation pérenne, de proximité, qui travaille avec tout le monde et vend ses porcs au plus offrant. Le Conseil d'administration a les coudées franches pour définir notre politique stratégique toujours centrée sur l'éleveur. Il ne cède pas à la pression court terme qui pourrait mettre en péril notre vision du métier.
- La deuxième condition est qu'elle respecte **le principe d'équité et de transparence pour tous**. Sans équité, c'est celui qui parle le plus fort ou qui est le plus gros qui l'emporte. Ce n'est pas comme cela que nous concevons la vie dans une coopérative. A Porelia, équité n'est pas juste un vain mot ou un slogan. En 2022, le dossier mâle castré aura été l'occasion de le prouver. Nos adhérents l'ont compris et sont restés soudés face aux décisions du Conseil d'administration.
- Enfin, la troisième condition d'une bonne décision est qu'elle permette **de défendre au mieux le prix de vente**. Pour nous, cela passe par une forte implication au MPB pour la fixation du prix de base. Beaucoup disent qu'ils sont pour le MPB. A Porelia cela se traduit par un objectif clair et assumé du Conseil d'administration qui est de vendre la moitié de la production de la coopérative via le MPB. Et là aussi les faits le prouvent : aujourd'hui nous

sommes en valeur et en proportion la première coopérative apporteuse au MPB alors que nous ne représentons que 4,5 % de la production française.

L'indépendance financière, l'équité et le choix du MPB sont des valeurs qui sont partagées par ceux qui nous ont rejoint :

En 2022, 7 éleveurs se sont installés avec Porelia.

Et, en 10 ans, c'est 24 éleveurs qui nous ont choisi.

Aujourd'hui, ils sont toujours tous producteurs de porcs et adhérents de notre coopérative.

Evidemment, cela ne peut se faire seul. **Porelia croit plus que jamais au collectif.** Mais le collectif ne se décrète pas, il se construit.

Ceux qui nous ont précédé ont créé le MPB et Uniporc. Ces deux outils nous ont permis d'établir le juste prix de base de façon équitable et transparente pour tous qu'on ait 90 ou 1000 truies, qu'on soit proche ou pas des abattoirs.

Avec l'UGPVB, l'AOP Porc Grand Ouest, le CRP et le Cochon de Bretagne, ils nous ont permis de rester des chefs d'entreprise indépendants et compétitifs.

Sachons-nous en inspirer.

Le nombre de producteurs de porcs se réduit. Nous n'avons pas le droit à l'échec.

Certes cela ne se fera pas sans efforts et sans accroches mais nos différences ne sont pas insurmontables si nous nous recentrons sur l'essentiel.

Porelia est et sera là pour faire face aux enjeux qui sont devant nous.

Porelia sera là pour accompagner toutes les initiatives et tous ceux qui ont des projets qui garantiront l'avenir de notre filière, l'avenir des éleveurs libres.

Morgane RANNOU